

Prix du Leadership : Speak Up Africa célèbre les champions et championnes du développement durable en Afrique

Le mardi 22 octobre 2024, Speak Up Africa a distingué les acteurs qui ont marqué l'année 2023 dans le domaine du développement durable en Afrique lors de la 5^{ème} édition du Prix du Leadership Speak Up Africa qui s'est tenue à Dakar, au Sénégal. Ce prix annuel lancé en 2019 par Speak Up Africa vise à reconnaître et célébrer les personnes ainsi que les organisations qui font preuve d'un leadership exemplaire dans le secteur de la santé publique et qui ont eu un impact positif sur le développement durable en Afrique.



5ème édition du Prix du Leadership Speak Up Africa: Acteurs ayant marqué l'année 2023 dans le domaine du développement durable en Afrique.

Pour cette 5^{ème} édition, cinq personnalités et organisation de divers secteurs ont été distinguées lors du Prix Speak Up Africa du Leadership pour leur engagement et leurs réalisations dans la lutte contre le paludisme et les maladies tropicales négligées ou encore la promotion de l'accès universel à l'assainissement et l'égalité des genres.

Il s'agit de :

- **Farida Tiemtore**, Fondatrice des Héroïnes du Faso, Voix EssentiELLES du Burkina Faso et Membre du Conseil des Jeunes du Fonds mondial a été distinguée pour son travail et son engagement à l'échelle communautaire sur les questions de l'égalité des genres ;
- **Dr. Ibrahima Socé Fall**, Directeur du Programme des maladies tropicales négligées à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) pour son rôle essentiel dans la priorisation et l'augmentation de la visibilité sur ce groupe de maladies ;
- **Amadou Gallo Fall**, Président de la Ligue Africaine de Basketball, pour son leadership et la collaboration directe avec Speak Up Africa dans le cadre du programme de mentorat « Les LeadHERs d'Afrique rencontrent la BAL4HER » visant à renforcer l'égalité des genres et le leadership féminin dans les industries du sport en Afrique ;
- **Dr. Michael Adekunle Charles**, CEO du Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme pour son leadership dans

les efforts communs d'élimination du paludisme à l'échelle mondiale ; et

- **Oumou Kalsom Diallo**, pionnière de la santé digitale au Sénégal et Membre Fondateur du Réseau des femmes africaines dans la santé digitale (AWIDH), avec Africa CDC et Speak Up Africa, mis en place depuis octobre 2022.

« C'est un honneur pour moi de recevoir le Prix du Leadership de Speak Up Africa. Nous sommes confrontés à de nouveaux défis en matière de lutte contre le paludisme, à l'image du changement climatique ou de la résistance aux médicaments et insecticides, c'est pourquoi le Partenariat RBM redouble d'effort pour rassembler les acteurs de la lutte contre le paludisme afin de dynamiser et mutualiser nos efforts communs et pour en finir avec cette maladie. » déclaré **Dr. Michael Adekunle Charles**, CEO du Partenariat pour en finir avec le paludisme.

Farida Tiemtore, Fondatrice et Présidente des Héroïnes du Faso et Voix EssentiELLES du Burkina Faso n'a pas manqué de réitérer l'engagement son organisation à continuer à agir aux côtés de Speak Up Africa pour renforcer l'impact et le leadership des femmes des jeunes au niveau des plateformes et instances de prise de décision sur le continent. *« Je suis ravie de faire partie d'un mouvement et d'une initiative régionale qui visent à magnifier la place des femmes dans les instances de prise de décisions, en tant que jeune burkinabè, c'est un immense honneur de recevoir cette reconnaissance qui me motive d'autant plus à apporter des changements transformationnels au niveau du Burkina Faso, du Conseil des jeunes du Fonds mondial ou des réseaux Voix EssentiELLES. »*

Célébré en 2024, la remise du Prix du Leadership a conclu la « Journée Speak Up Africa : « Sortir des sentiers battus :

Célébrer le leadership et promouvoir la collaboration » » qui a rassemblé plus de 100 partenaires gouvernementaux, techniques, financiers et de mise en œuvre afin de promouvoir initiatives, mouvements et campagnes innovantes et impactantes en Afrique.

« Aujourd'hui, Speak Up Africa célèbre le leadership africain dans l'atteinte de nos objectifs communs et mondiaux de développement durable. Un leadership que l'organisation catalyse, promeut et amplifie à travers chaque partenariat stratégique et chaque moment clé. L'architecture de la santé et du développement mondiale se ficelle grâce aux individus que nous célébrons et que nous avons rassemblé aujourd'hui et nous leurs en sommes reconnaissantes et reconnaissants » a conclu **Yacine Barro Bourgeault**, Présidente du Conseil d'administration de Speak Up Africa.

A noter que le Prix du Leadership Speak Up Africa ne se limite pas à des distinctions, mais il incarne un mouvement, une vision d'une Afrique portée par des champions du développement durable. À travers l'engagement de ces leaders, c'est une Afrique résiliente, inclusive et tournée vers l'avenir qui se construit chaque jour, inspirant des générations entières à transformer leurs communautés. En honorant ces parcours, Speak Up Africa rappelle que le leadership africain est le pilier essentiel de la santé publique et du progrès durable sur le continent.

**« À l'écoute de tes signes »
: le documentaire de Cynthia**

Hégron, un plaidoyer pour l'inclusion sociale des sourds au Bénin

« À l'écoute de tes signes » est le titre du documentaire qui a retenu toute l'attention lors du Colloque International sur l'Éducation Inclusive à Porto-Novo, ce lundi 28 octobre 2024. Réalisé par Cynthia Hégron, journaliste reporter d'images indépendante, en collaboration avec l'organisation ASUNOES-Bénin CAEIS, ce documentaire vise à sensibiliser à l'inclusion des personnes sourdes au Bénin, à mieux comprendre leur parcours, leurs obstacles et leurs réussites. Axé sur l'inclusion des personnes sourdes au Bénin, le documentaire, fruit de cette collaboration a été présenté en avant-première au grand public.



Visualisation du documentaire, « À l'écoute de tes signes »
Produire un documentaire qui examine de près l'inclusion des sourds en milieu scolaire et professionnel est inédit dans la sphère médiatique béninoise. Pour Cynthia, il était essentiel

de faire découvrir ce documentaire, en priorité, aux personnes sourdes ainsi qu'aux autorités et aux acteurs nationaux et internationaux œuvrant pour leur inclusion et leur épanouissement. L'intérêt de Cynthia pour ce sujet a débuté il y a un peu plus d'un an, lorsqu'elle a réalisé un reportage pour France 24 au Centre d'Accueil et d'Éducation Inclusive des Sourds à Porto-Novo, à l'occasion de la Journée mondiale des sourds.



Cynthia Hégron, la Réalisatrice du documentaire

Elle raconte : « J'ai été frappée par le fait que, dans une même classe, enfants sourds et entendants apprennent et communiquent ensemble. Dans cet établissement, le véritable handicap est finalement de ne pas connaître la langue des signes. L'inclusion entre entendants et sourds y existe depuis trente ans grâce à son fondateur, M. Raymond Sekpon. J'ai pu continuer à travailler sur ce sujet et découvrir la difficulté

pour une personne sourde d'accéder à l'université en raison du manque d'interprètes, ainsi que les obstacles à l'obtention d'un emploi correspondant à ses aspirations. »

Histoires de résilience et de détermination

Le documentaire, inspiré par ce constat marquant, a permis à Cynthia de découvrir une résilience et une détermination remarquables chez les personnes rencontrées, avec un véritable désir d'évoluer. Elle confie avoir été touchée par ces histoires, certaines difficiles à entendre, d'autres inspirantes pour la communauté sourde. C'est pourquoi elle recommande de promouvoir la reconnaissance de la langue des signes comme langue officielle au Bénin, ajoutant que, si cela venait à être fait, le Bénin deviendrait un pionnier en Afrique francophone.



Parmi les récits marquants, celui de Réel, un garçon de 14 ans, a profondément touché la réalisatrice. Elle raconte :

« L'histoire de Réel, un jeune garçon de 14 ans, m'a particulièrement touchée. J'ai rencontré sa mère pour recueillir le témoignage d'une famille et comprendre comment des parents entendants parviennent à maintenir la communication avec leur enfant sourd. Elle m'a raconté que son fils avait été diagnostiqué, dans sa petite enfance, malentendant d'une oreille et sourd de l'autre. Les parents avaient souhaité lui donner accès au monde des entendants grâce à un appareillage auditif. Lorsqu'ils se sont rendus dans une clinique au Bénin pour réaliser le moule de l'appareil, le personnel soignant a commis une grave erreur : en prenant l'empreinte, ils ont perforé le tympan de l'enfant et laissé un corps étranger dans son oreille, sans en informer les parents. Cet incident a considérablement réduit les chances de Réel d'être appareillé et l'a profondément affecté. Depuis, il s'est replié sur lui-même, et son oreille reste sujette à des infections qui n'ont jamais complètement guéri. »

L'espoir d'un dialogue inclusif

À travers ce documentaire, Cynthia espère encourager un dialogue plus inclusif et ouvrir l'accès aux études supérieures et au monde professionnel pour les personnes sourdes. Elle est convaincue qu'avec ASUNOES-Bénin, ce message résonnera auprès des spectateurs et contribuera à une meilleure compréhension du handicap auditif.

Le Centre d'Accueil et d'Éducation Inclusive des Sourds, géré par ASUNOES-Bénin, incarne cette vision de l'inclusion en intégrant sourds, malentendants et entendants dans les mêmes classes. Cette initiative, qui permet aux élèves de suivre leur scolarité jusqu'au baccalauréat, est unique en Afrique de

l'Ouest francophone. A noter que ce documentaire a reçu le soutien de Atinssa.org, l'ONG New World, de Solidarité Sans Frontière – 2SF et de Respaix.

Constance AGOSSA

Biodiversité au Bénin : L'ONG NABEN initie au rugby pour la restauration des écosystèmes à Agonvè

Le vendredi 25 octobre 2024 a eu lieu au complexe fluvio-lacustre d'Agonvè le lancement officiel du projet, intitulé « Tackling Nature's Challenges : Initiation au Rugby pour la Restauration des écosystèmes forestiers et humides d'Agonvè ». Une initiative de l'ONG Naben, en partenariat avec l'association Grandir avec le Rugby, le service des Eaux Forêts et Chasse, Ecological Esquads-Benin et soutenue financièrement par Play For Nature. L'objectif est de promouvoir la protection de l'environnement et la restauration des écosystèmes dégradés à travers le sport, tout en initiant les jeunes (élèves) à la pratique du rugby.



Cette cérémonie de lancement a rassemblé de nombreux acteurs locaux et régionaux de la biodiversité pour sensibiliser la communauté à la préservation de la nature à travers le sport. L'initiative est également inscrite dans une démarche pédagogique en initiant les jeunes, en particulier les élèves, à la pratique du rugby, un sport porteur de valeurs de solidarité et de respect de l'environnement.

Chams-dine Affo, forestier et responsable de la section communale Eaux, Forêts et Chasse de Zangnanado, ne doute pas que la préservation de nos ressources naturelles est essentielle pour faire face aux défis environnementaux d'aujourd'hui. C'est pourquoi affirme-t-il, « Il est important pour chacun de nous de prendre soin de l'environnement en plantant des arbres en abondance »

Habib Agossou, chargé du projet invite les parents à permettre que les enfants puissent prendre part activement au projet afin de permettre que les résultats soient atteints.

« Le sport en général et particulièrement le rugby renforce la santé humaine tout en sensibilisant au respect de la nature », a déclaré, le représentant de l'association Grandir avec le Rugby, Gildas Houkpatin, qui a introduit la première communication de la journée sur le thème : 'Sport et Écologie : un duo gagnant pour la protection de l'environnement.

Les différentes présentations ont permis de souligner les bienfaits de la restauration des écosystèmes pour les communautés locales et la biodiversité, rappelant que le changement climatique nécessite des actions collectives et locales pour une résilience renforcée.

Les acteurs présents ont ensuite participé à une plantation d'arbres symbolique, marquant le début du processus de réhabilitation du complexe fluvio-lacustre. Des plants de palétuviers et de *Ceiba pentandra* ont été introduits dans le paysage. Aux côtés des élèves, les sages et têtes couronnées de la localité ont également pris part aux activités, démontrant leur soutien et leur implication active dans la protection de leur environnement.

Le moment marquant de cette journée a été l'initiation au rugby. En effet, les élèves, encadrés par l'équipe de l'association Grandir avec le Rugby, ont découvert ce sport et ses valeurs : engagement, persévérance et respect – autant d'attributs nécessaires pour mener à bien des projets de protection de l'environnement.

Le succès de cette première semaine dédiée au lancement du projet ouvre la voie à des actions futures pour la préservation des écosystèmes locaux à Agonvè.

Megan Valère SOSSOU

Remise du Prix Galien Afrique : Deux initiatives de santé

primées pour leur excellence et leur impact innovant

Le 7ème Forum Galien Afrique a fermé ses portes ce vendredi 25 octobre, lors d'une cérémonie officielle présidée par le chef de l'État sénégalais, SE Bassirou Diomaye Faye. Cette édition, placée sous le thème « Actions sanitaires et communautaires face aux crises climatiques et environnementales en Afrique », a réuni d'éminents chercheurs, responsables politiques et membres de la communauté scientifique africaine pour débattre des enjeux sanitaires et climatiques du continent.



Remise du Prix Galien Afrique

En clôture, deux initiatives d'exception ont été honorées par le Prix Galien Afrique, une distinction prestigieuse qui célèbre l'excellence et l'innovation en sciences de la santé.

Depuis sa création en 2018, le Forum Galien Afrique se

consacre au renforcement de la recherche et au développement durable par le partage d'expériences pour répondre aux grandes problématiques de santé publique en Afrique. Cette année, le président Bassirou Diomaye Faye a remis les prix aux lauréats lors d'une cérémonie marquée par la lecture de la Déclaration de Dakar, acte symbolique de l'engagement collectif envers une approche inclusive et durable de la santé publique en Afrique.

Lauréats du Prix Galien Afrique 2024

Meilleure Technologie Médicale : MAScIR SARS-CoV-2 PCR Kit, par le Professeur Hassan Sefrioui (Maroc). Ce test innovant permet une détection rapide et précise du virus SARS-CoV-2, apportant une solution vitale dans la lutte contre les épidémies.

Meilleure Solution Digitale : CyberRwanda, plateforme numérique développée par le collectif YLabs, représenté à cette cérémonie par Zack Witkin. Ce projet vise à améliorer la santé sexuelle et reproductive des jeunes rwandais, offrant un soutien essentiel à plus de 25 000 adolescents et prévoyant d'en atteindre 100 000 d'ici fin 2024.

Chaque lauréat a reçu une bourse de 20 millions de Francs CFA, soit environ 30 000 USD, pour soutenir davantage leurs efforts dans le domaine de la santé en Afrique.

A noter que dans les catégories Meilleur produit pharmaceutique et Meilleur produit biotechnologique, les Prix sont non-attribués pour 2024.

Déclaration de Dakar

Lue par Prof. Awa Marie Coll Seck, présidente de Galien Africa, ancienne ministre d'Etat et ancienne ministre de la Santé du Sénégal, la déclaration de Dakar énonce plusieurs recommandations majeures : promouvoir des politiques de santé publique intégrant les enjeux climatiques, investir dans des infrastructures résilientes et soutenir les jeunes dans

l'utilisation d'outils modernes tels que l'intelligence artificielle. La déclaration appelle également à une collaboration intersectorielle renforcée pour une réponse coordonnée aux défis et climatiques de l'Afrique, tout en garantissant une implication accrue des femmes dans les sphères décisionnelles.

Le message du Président Bassirou Diomaye Faye

Saluant les efforts des participants, le Président Faye a souligné l'importance de l'investissement dans la recherche et l'innovation pour un système de santé africain plus résilient face aux crises environnementales. Il a également mis en avant le rôle fondamental du leadership africain pour une souveraineté sanitaire acquise et a réaffirmé l'engagement de son gouvernement à bâtir un système de santé inclusif, ambitieux et adapté aux besoins de la population.

Le Forum Galien Afrique, désormais inscrit dans l'agenda international de la santé, continue de jouer un rôle moteur pour un développement durable et un avenir résilient. Le rendez-vous est déjà pris pour l'édition 2025, en vue d'un engagement toujours plus fort pour la santé en Afrique.

A noter que le Forum Galien Afrique est une plateforme d'excellence dédiée à l'innovation et à la recherche dans le domaine de la santé. Il rassemble des dirigeants et experts mondiaux pour promouvoir des solutions durables face aux défis de santé publique en Afrique.

Lancement du Programme

d'Assainissement Pluvial: Porto-Novo, Ouidah, Abomey et Bohicon ciblées

À la suite de l'asphaltage, du Programme d'Assainissement Pluvial de la ville de Cotonou et d'autres initiatives, le Gouvernement du Président Patrice TALON vient de lancer un nouveau grand projet dénommé : « PAPVS », Programme d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires. La cérémonie de lancement officiel de ce programme a été présidée, le mardi 22 octobre 2024 à Cotonou, par le représentant du Ministre du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable, Monsieur Djamel GBIAN TABE.



D'un coût global de 107.740.930.000 FCFA, le Programme d'Assainissement Pluvial des Villes Secondaires est le fruit d'un accord de financement entre le Gouvernement du Bénin et la Banque Africaine de Développement (BAD). Le programme vise à assainir le cadre de vie des populations urbaines et renforcer leur résilience face aux inondations dues au

changement climatique. Le PAPVS adresse les villes de Porto-Novo, de Ouidah, d'Abomey et de Bohicon.

Pour le Directeur Général de la SIRAT, Monsieur Ranti AKINDES, le PAPVS verra la construction de 43 kilomètres de collecteurs primaires et secondaires, et de 31 kilomètres de voiries bitumées ou pavées. Au titre des autres composantes d'accompagnement prévues, il y aura la construction de modules de classe, de clôtures d'écoles et d'autres centres publics, de blocs sanitaires modernes, de logements pour sages-femmes.

Monsieur Robert MASUMBUKO, Responsable-Pays de la Banque Africaine de Développement au Bénin, a indiqué que l'institution bancaire qu'il représente est très fière d'accompagner le Bénin dans la réalisation des grands projets au profit des populations.

L'enjeu du Gouvernement du Bénin est de parvenir à un aménagement équilibré dans une gouvernance transparente du territoire, fait noter le Directeur Adjoint de Cabinet du Ministre du Cadre de Vie, Monsieur Djamal GBIAN TABE. Il a rappelé que le PAPVS arrive à point nommé car ce Programme vient compléter et renforcer le dispositif des initiatives déployées notamment à travers l'asphaltage et le PAPC pour assainir le cadre de vie des populations et pour lutter efficacement contre les inondations dues au changement climatique.

La cérémonie a connu la présence des Maires des villes concernées. Ces derniers rassurent de leur accompagnement pour l'aboutissement heureux du programme.

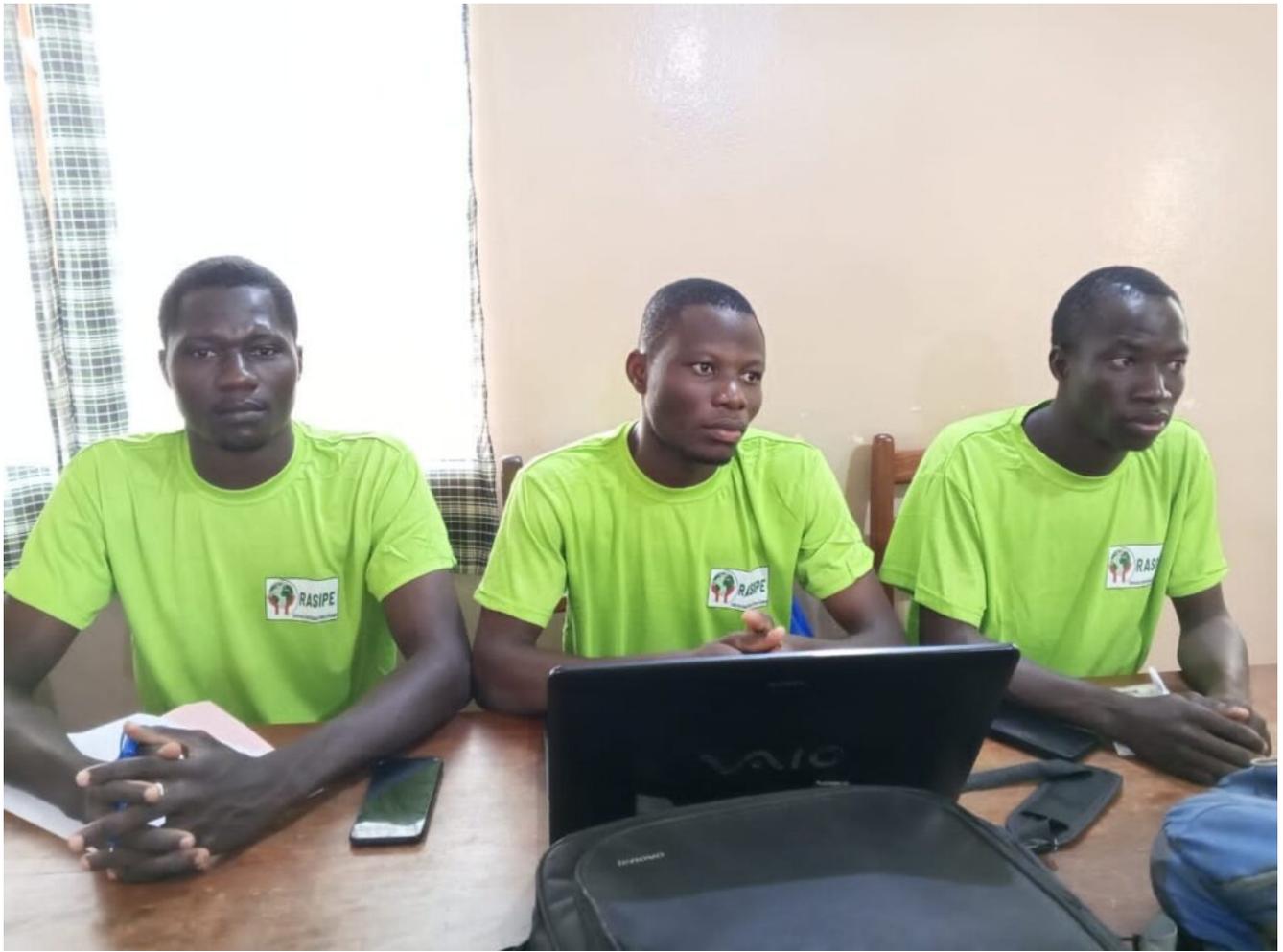
Projet d'Appui aux Femmes pour la Transformation du Moringa : RASIPE-ONG outille les femmes de la coopérative DONOROU

Dans une démarche visant à autonomiser les femmes tout en promouvant la protection de l'environnement, l'Ong Recherche-Action en Système d'Information et Protection de l'Environnement (RASIPE-ONG) a initié une formation destinée aux femmes de la coopérative DONOROU, dans la commune de Pèrèrè. Cette formation qui se tient dans le cadre du Projet d'Appui aux Femmes pour la Transformation du Moringa soutenu par l'Ambassade de France au Bénin, s'est déroulée les 22 et 23 octobre 2024 à Parakou.



Vue d'ensemble des participants

Le premier volet de la formation, intitulé « Leadership féminin et entrepreneuriat des femmes », a été animé par Damien Biao AWOUE, Directeur du Programme Vision Néhésie (PVN) de DEDRAS-ONG. Il a couvert deux modules : « Leadership de la femme dans la société » et « Gestion d'une Initiative de Génération de Revenus et d'Emploi (IGRE) ». L'objectif était de déconstruire les stéréotypes sociaux qui relèguent les femmes à un second plan, tant dans le foyer que dans la société. Les participantes ont été encouragées à prendre conscience de leur potentiel de leadership et de leurs compétences en gestion, afin de renforcer leur contribution à l'économie familiale et à la communauté.



RASIPE-ONG

Liliwanou ZAKARI, vice-président de RASIPE-ONG, a souligné que le choix de la commune de Pèrèrè et du moringa pour ce projet répondait à une problématique de malnutrition identifiée lors de recherches menées dans la région. « *La commune de Pèrèrè a été ciblée parce que, selon nos recherches, des cas de malnutrition y sont fréquents, notamment au niveau scolaire. Avec l'implication du programme de cantine scolaire, nous voulons contribuer à améliorer la qualité de l'alimentation des enfants dans la communauté de Pèrèrè* », a-t-il déclaré. Le choix s'est naturellement porté sur le moringa car « le moringa contribue directement à équilibrer l'alimentation des enfants », a-t-il justifié.

Le second volet de la formation, dirigé par Claudia Allola, technicienne de laboratoire et pâtissière, s'est concentré sur la transformation du moringa à des fins alimentaires et commerciales. Les participantes ont appris à utiliser des

équipements tels que des moulins, tamis et machines à sceller pour transformer et emballer la poudre de moringa. Elles ont pu pratiquer ces techniques sur place, tout en recevant des conseils sur l'hygiène et l'entretien des machines.

Les participantes ont exprimé leur satisfaction à l'issue de cette formation. Biba SANDA, Présidente de la coopérative DONOROU, a déclaré : « *La formation a été très bénéfique. Nous savons maintenant comment gérer notre maison et nous allons partager nos connaissances avec les femmes qui n'ont pas pu participer.* » Barawéma OROU, également bénéficiaire, a ajouté : « *En plus d'apprendre à mieux vivre en famille, je peux désormais entreprendre de petites activités génératrices de revenus.* » Elle a exprimé sa grande satisfaction et a remercié RASIPE-ONG.

A noter que ce n'est pas la première fois que la coopérative bénéficie du soutien de RASIPE-ONG. Par le passé et toujours dans le cadre du même projet, elle avait reçu une formation sur le maraîchage et le piquetage, ainsi que des équipements pour la transformation du moringa. Cette fois-ci, une machine à sceller a été ajoutée au matériel mis à disposition des femmes pour faciliter leurs activités.

À travers le Projet d'Appui aux Femmes pour la Transformation du Moringa, RASIPE-ONG contribue non seulement à l'autonomisation économique des femmes, mais aussi à la lutte contre la malnutrition et à la protection de l'environnement dans la commune de Pèrèrè.

Germain ALOZE

Les Jardins de l'Espoir recrute un(e) stagiaire chargé(e) de communication

Pour renforcer son équipe, Les Jardins de l'Espoir recrute un(e) stagiaire chargé(e) de communication. En tant qu'organisation de jeunes, Les Jardins de l'Espoir œuvre pour un modèle agricole durable qui respecte l'environnement tout en nourrissant la population.



Le/La stagiaire chargé(e) de communication aura pour mission principale de définir et mettre en œuvre une stratégie de communication digitale et institutionnelle, promouvant une image positive de l'organisation auprès de divers publics (partenaires, presse, consommateurs).

Missions clés :

- Élaborer un plan de communication cohérent avec la stratégie de l'organisation
- Créer et diffuser des supports de communication (réseaux sociaux, web, etc.)
- Assurer la cohérence de la charte graphique et la gestion de la e-réputation

Profil recherché :

- Diplôme Bac +3/5 en communication ou marketing digital
- Maîtrise des outils graphiques (Canva, Photoshop, InDesign)
- Sens de la créativité et capacité à incarner les valeurs de l'organisation

Le délai de candidature est fixé au 28 octobre 2024

Consultez ici [l'intégralité du communiqué de recrutement.](#)

2e édition du Forum international du cadre de vie : l'Archidiocèse de Cotonou reçoit 400 poubelles

La Fondation de l'Archidiocèse de Cotonou a bénéficié d'un important don de la part du Ministère du Cadre de Vie et des Transports, en charge du développement durable à travers le Fonds National pour l'Environnement et le Climat (FNEC). C'était lors de la clôture de la 2e édition du Forum international du cadre de vie, ce samedi 12 octobre 2024 à la

Place de l'Amazonie en présence de divers acteurs engagés pour la protection de l'environnement.



Dans le cadre du Programme Eglise Verte, le Ministère du Cadre de Vie et des Transports, en charge du développement durable (MCVT) a procédé à la remise de 400 poubelles à la Fondation de l'Archidiocèse de Cotonou. Un don qui s'inscrit dans le cadre du programme Église Verte de l'archidiocèse de Cotonou. L'initiative vise à promouvoir la gestion durable des déchets au sein des paroisses et des communautés religieuses. Les poubelles, d'une capacité de 100 litres chacune seront réparties dans plusieurs églises et lieux de vie catholiques.

Au cours de la cérémonie de remise, Dr Apollinaire Gnanvi, directeur du FNEC, a souligné l'importance de cette initiative pour la protection de l'environnement « Ces poubelles qui seront distribuées dans le cadre de ce Programme vise à encourager les pratiques de gestion durable des déchets au sein des paroisses et communautés religieuses contribuant ainsi à la préservation de notre environnement », a-t-il déclaré.

Présente à l'événement, Jeanne Adanbiokou Akakpo, Directrice de cabinet du MCVT, représentant le ministre du Cadre de Vie et des Transports et en charge du développement durable, a félicité l'archidiocèse de Cotonou pour son engagement pour la

protection de l'environnement. « La remise de ces équipements encourage une gestion plus responsable et plus efficace des déchets tout en promouvant l'hygiène et la propreté dans nos communautés », a-t-elle affirmé.

L'église catholique au cœur de l'éco-citoyenneté

Le Père Guillaume Chogolou, représentant l'Archevêque de Cotonou, Mgr Roger Houngbédji, a pris l'engagement de « faire bon usage de ces matériels d'assainissement pour une meilleure gestion des déchets sur nos paroisses, dans nos milieux de vie et faire un suivi rigoureux ». Il a également promis de mettre en place un suivi rigoureux pour garantir l'efficacité de cette initiative.

Le programme Église Verte comporte plusieurs volets, dont l'assainissement des lieux de culte, la promotion de l'éco-citoyenneté et la lutte contre le changement climatique. L'objectif est d'inculquer une culture de la propreté et de la responsabilité écologique au sein des communautés catholiques de Cotonou.

Avec ce don, l'archidiocèse de Cotonou compte renforcer son engagement pour la protection de l'environnement. Un geste symbolique mais concret du Ministère du Cadre de Vie et des Transports en charge du Développement Durable, qui pourrait inspirer d'autres acteurs religieux et communautaires à s'engager dans la même voie.

Ferrante GNIMADI

La tension politique en Afrique de l'Ouest met en péril l'action climatique vitale

Les températures dans le Sahel augmentent plus rapidement que partout ailleurs sur Terre. Mais les coups d'État militaires menacent désormais la stratégie climatique commune de la région.



Des agriculteurs tamisent leur récolte de mil dans la région de Ségou, au Mali. Le pays est l'un des trois pays de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest qui tourne le dos aux efforts régionaux visant à atténuer le changement climatique, malgré des sécheresses et des inondations de plus en plus graves (Image : Jake Lyell / Alamy)

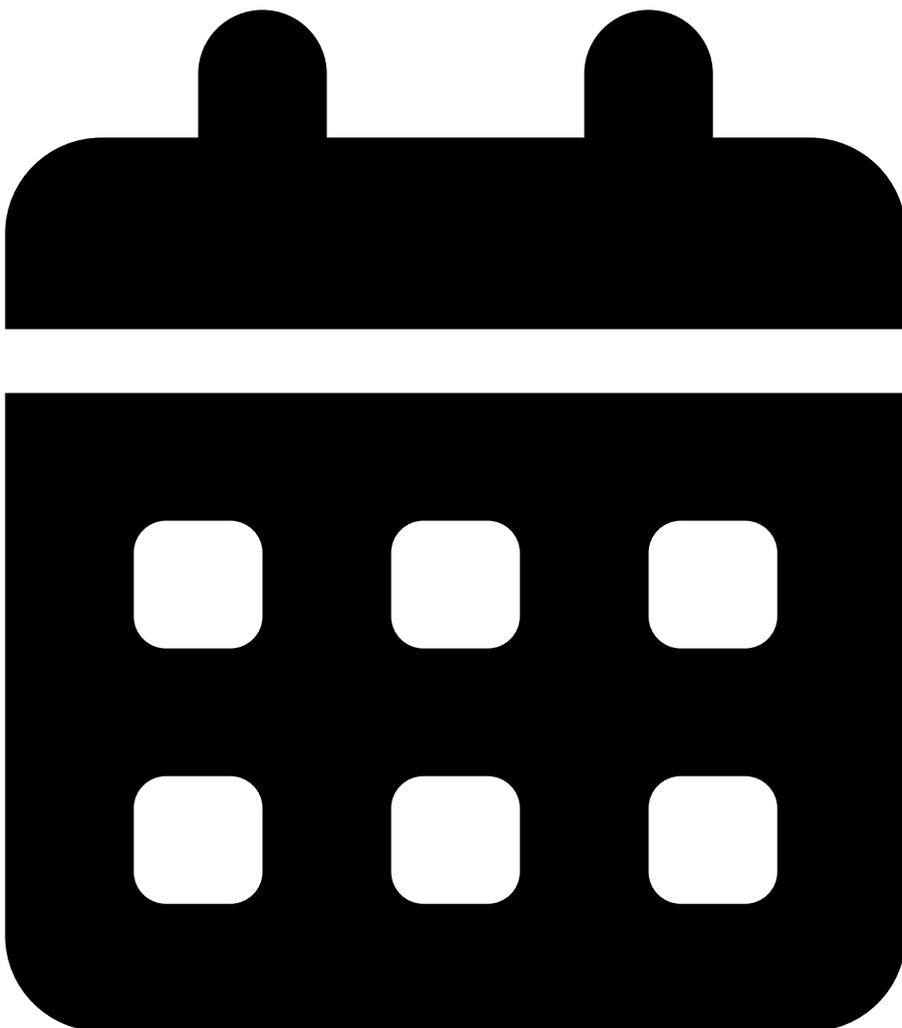
Une vague de coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest redessine les paysages politiques et compromet une réponse

commune au changement climatique.

La relation entre le regroupement régional CEDEAO et les juntas dirigées par le Burkina Faso, le Mali et le Niger s'est dégradée au point où les nations ont annoncé en janvier qu'elles quittaient l'organisation.

Bien qu'elles ne l'aient pas fait formellement, les chefs de la junte ont [déclaré](#) en juillet qu'ils tournaient « irrévocablement » le dos à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Désormais, des plans ont été [annoncés](#) pour un nouveau passeport afin de faciliter les voyages entre les trois pays.

Coups d'État en Afrique de l'Ouest depuis 2020

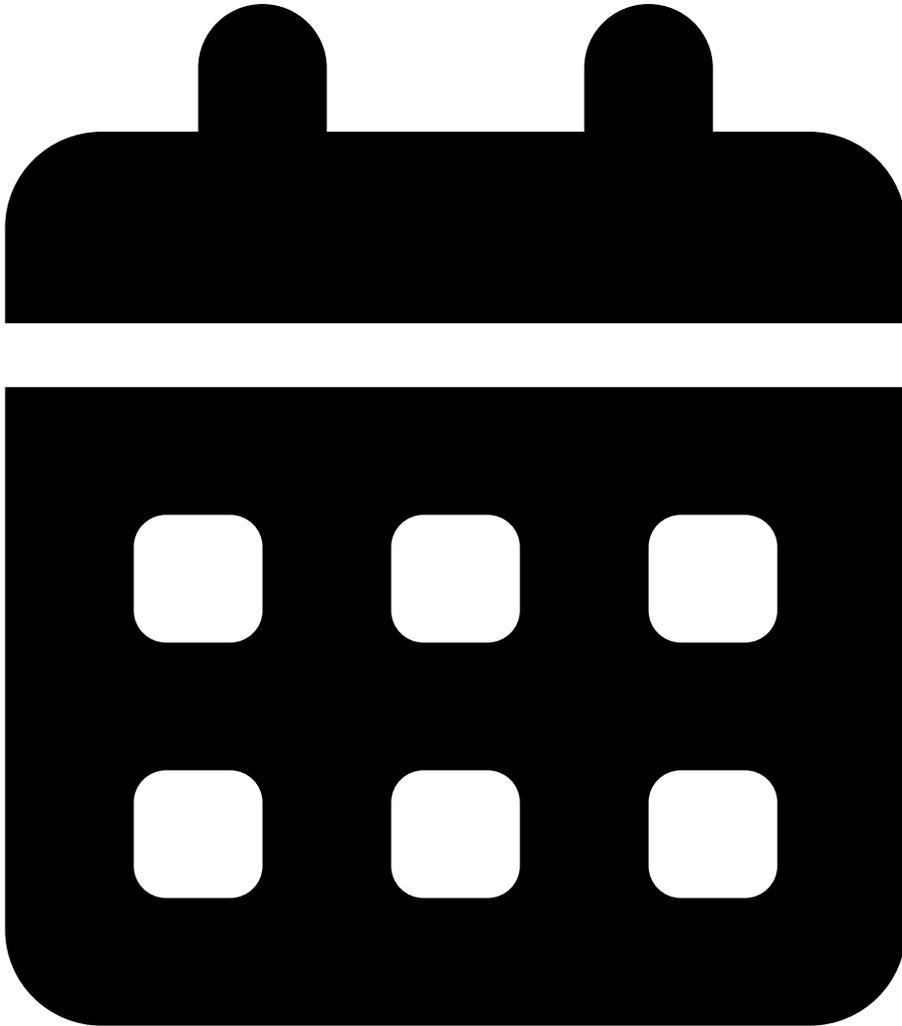


août 18, 2020

Mali

Le général militaire malien Assimi Goita destitue le président Ibrahim Keita.

août 18, 2020

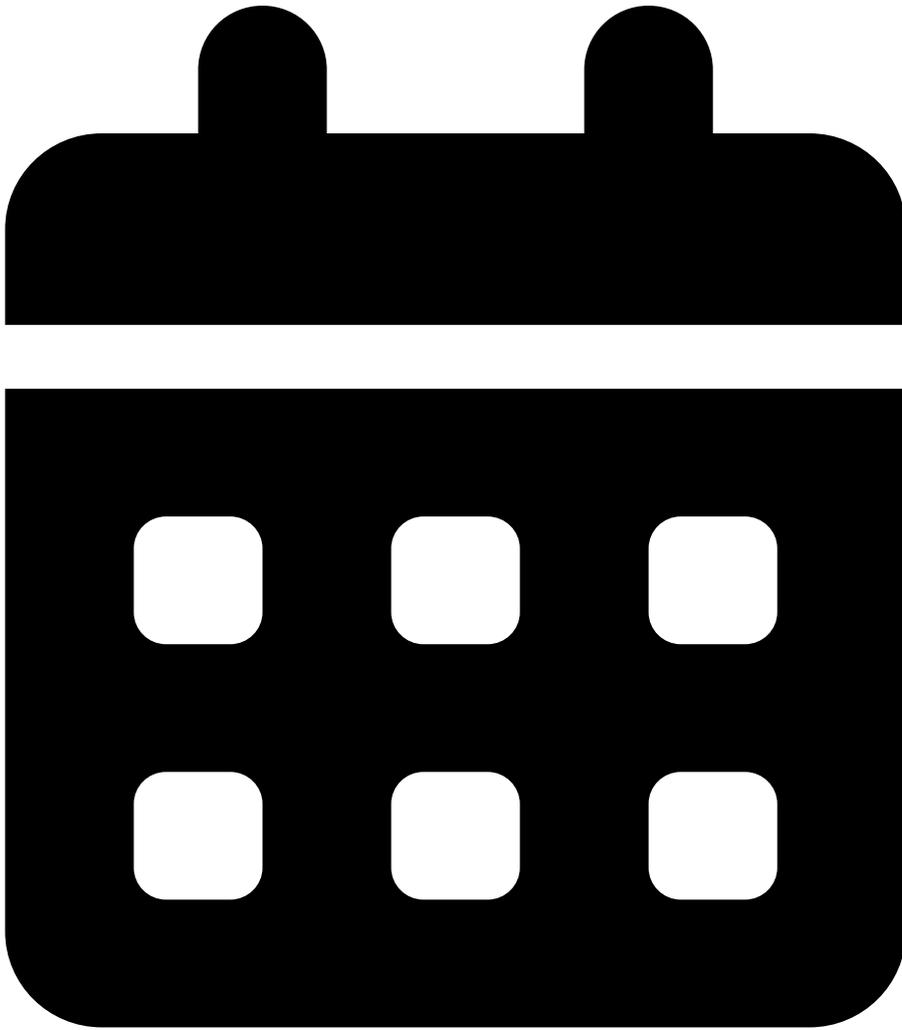


mai 24, 2021

Mali

Goita – qui avait installé Bah Ndaw comme président après le coup – prend le pouvoir lui-même.

mai 24, 2021

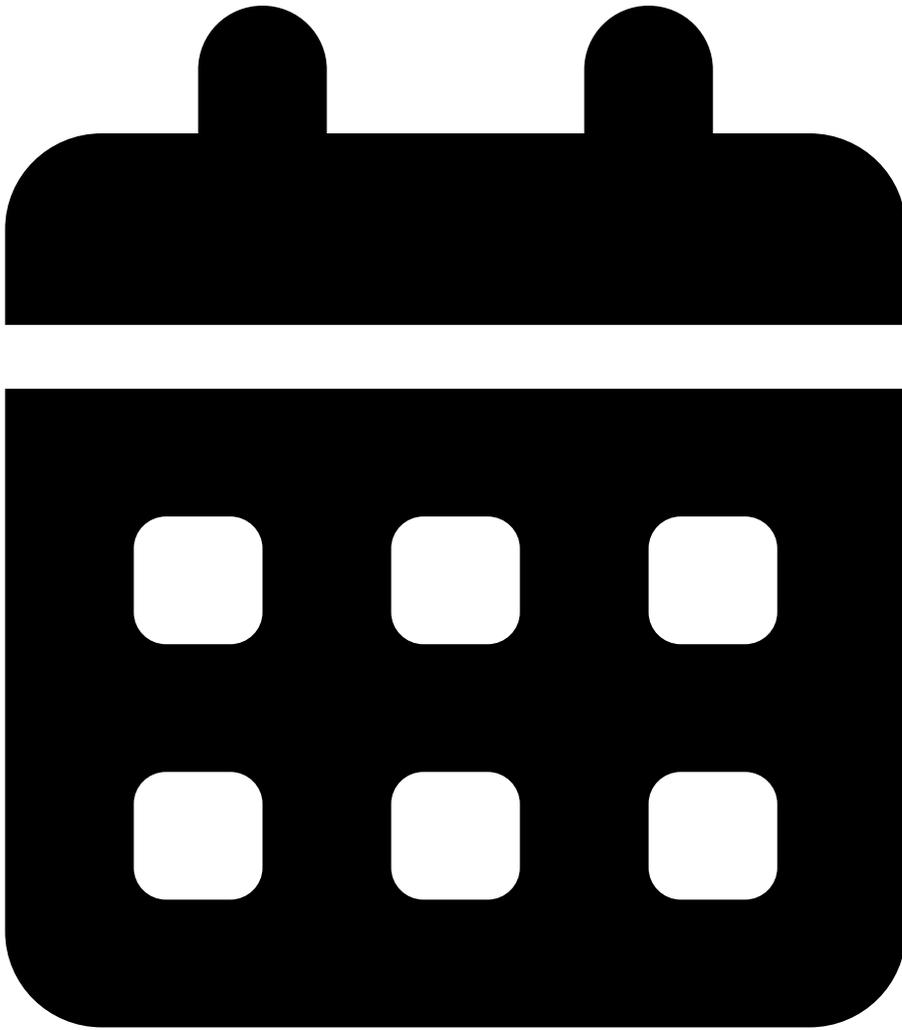


septembre 5, 2021

Guinée

Le colonel guinéen Mamady Doumbouya destitue Alpha Conde.

septembre 5, 2021

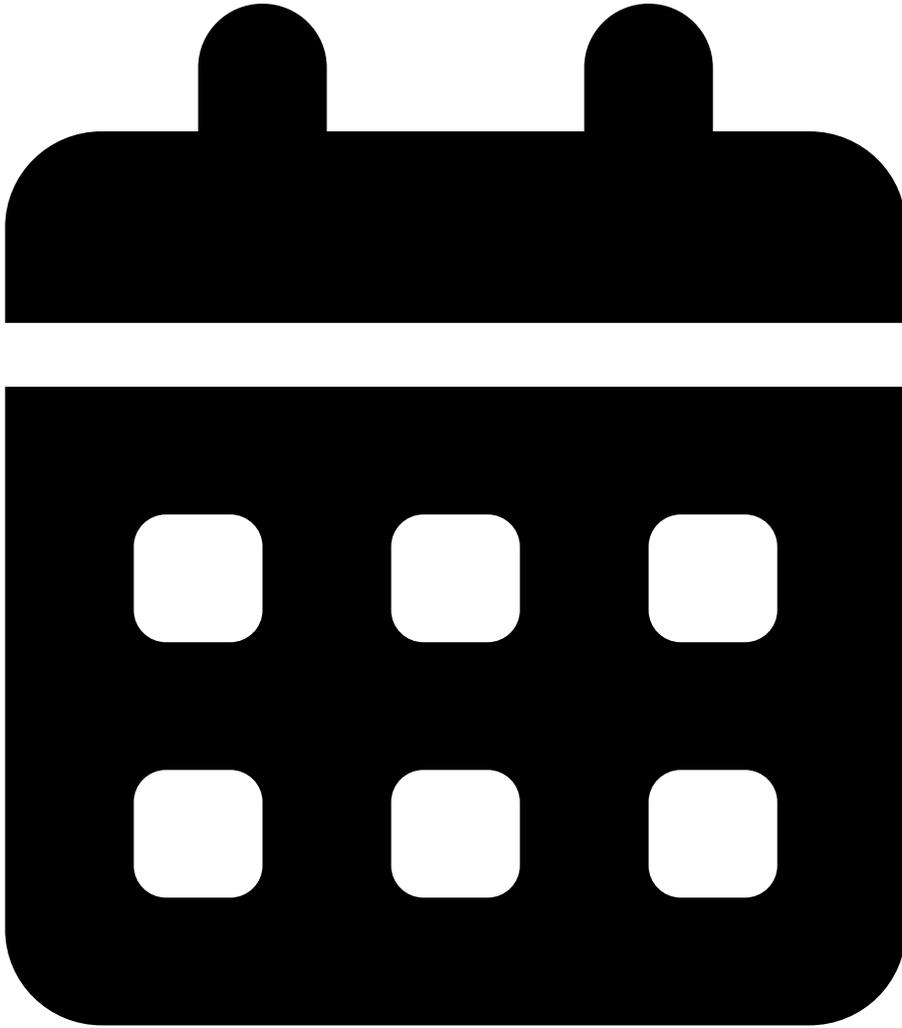


janvier 24, 2022

Burkina Faso

Au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba destitue le président Roch Kaboré.

janvier 24, 2022

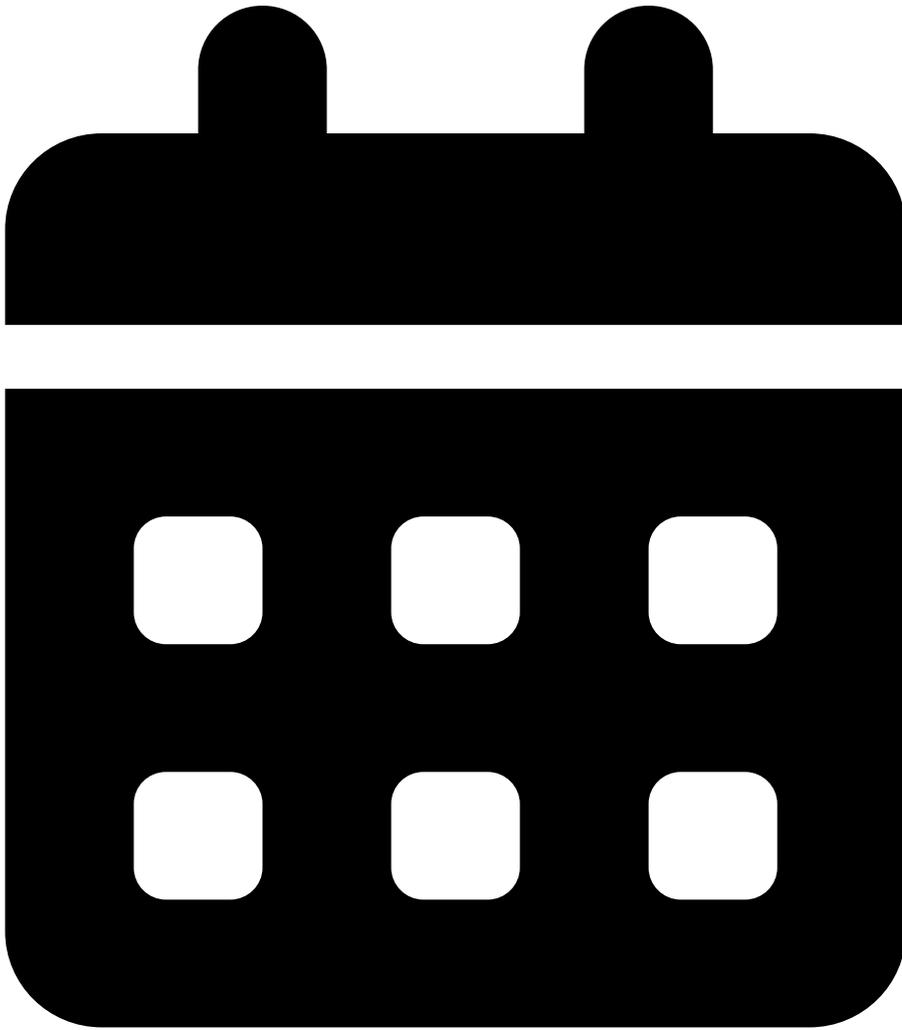


septembre 30, 2022

Burkina Faso

Damiba est à son tour destitué par le capitaine militaire Ibrahim Traoré.

septembre 30, 2022



juillet 26, 2023

Niger

Au Niger, le général Abdourahamane Tiani renverse le président Mohamed Bazoum et devient le nouveau leader.

juillet 26, 2023

Des tentatives de coups d'État récents ont également été signalées en Gambie, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau.

La CEDEAO espère encore négocier leur retour, affirmant qu'une scission risquerait de provoquer la désintégration régionale et d'aggraver la sécurité. Cela poserait également une menace sérieuse à la stratégie climatique de l'organisation. L'Afrique de l'Ouest subit déjà des impacts graves du changement climatique, y compris l'insécurité alimentaire et les vagues de chaleur.

L'une des zones les plus touchées est le Sahel. Situé le long de la frontière sud du désert du Sahara, le Sahel comprend six pays francophones – Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal – et abrite plus de 100 millions de personnes.

Comment le changement climatique affecte-t-il le Sahel ?

Les températures dans le Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que dans le reste du monde et les sécheresses deviennent plus intenses, selon un [rapport](#) de l'organisation à but non lucratif Solidarités International. Le changement climatique a également entraîné des pluies plus abondantes. Mais avec des sols trop secs pour les absorber, des inondations destructrices de rivières ont eu lieu au Mali et au Niger.

D'ici 2050, le changement climatique pourrait plonger jusqu'à 13,5 millions de personnes dans le Sahel dans la pauvreté et entraîner le déplacement de jusqu'à [32 millions](#) de personnes dans toute l'Afrique de l'Ouest, selon la Banque mondiale.

Noudéhouéno Gandonou est un expert en finance climatique et en fragilité basé aux États-Unis qui a étudié les impacts climatiques dans le Sahel. Il affirme que les changements de schémas de précipitations ont conduit les petits agriculteurs, qui dépendent de l'agriculture pluviale, à changer les dates de plantation, à diversifier les cultures et à cultiver des variétés résistantes à la sécheresse.

« Cependant, ces adaptations ne suffisent pas à contrer la gravité et la fréquence croissantes des sécheresses, qui ont affecté environ [125 millions](#) de personnes dans le Sahel entre 1970 et 2022 seulement », déclare-t-il à Dialogue Earth.

« L'imprévisibilité et la gravité croissantes de ces conditions menacent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de la région, exacerbant les vulnérabilités socio-économiques existantes. »

Conflit et changement climatique dans le Sahel

Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest, qui compte plus de 400 millions d'habitants répartis sur 16 pays, a connu au moins six prises de pouvoir militaires réussies et de nombreuses tentatives avortées, plongeant la région dans l'insécurité politique.

La région du Sahel a été [décrite](#) comme l'“épicentre du terrorisme”, et en 2022, elle a représenté 43 % des décès liés au terrorisme dans le monde. Depuis les années 2000, plus de [2,5 millions](#) de personnes ont été déplacées dans cette région, augmentant le besoin d'interventions humanitaires. Ce changement de priorités a rendu l'adaptation climatique encore plus difficile.

« À cause du changement climatique, les ressources en terres et en eau sont devenues rares, et en conséquence, les gens se battent pour ces ressources limitées. Cela mène à l'insécurité et à l'instabilité générale », déclare l'analyste politique et de sécurité gambien, Essa Njie.

Njie ajoute : « Une fois ces défis présents, nous risquons d'avoir de la criminalité organisée, de la concurrence pour des ressources rares, des conflits violents et une infiltration terroriste. »

L'avenir de la stratégie climatique du bloc

En 2022, la CEDEAO a [approuvé](#) sa première stratégie climatique régionale (RCS) pour remplir les obligations des pays membres dans le cadre de l'Accord de Paris.

Lecture complémentaire : <https://dialogue.earth/en/climate/west-africas-climate-strateg>

[y-breaks-new-ground-but-is-vague/](#)

L'organisation a maintenant déclaré à Dialogue Earth que l'instabilité politique impactera gravement la solidarité et la coordination nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie avec succès.

« Le changement climatique est mondial, mais les actions sont locales. La [RCS] en est le témoignage », déclare un porte-parole du bureau du président de la CEDEAO, Omar Touray. « Les acteurs nationaux, y compris les acteurs publics, la société civile et le secteur privé deviennent les moteurs clés de la mise en œuvre. Au niveau politique, l'action climatique sera reléguée au second plan, alors que la lutte pour l'unité et la survie de la communauté est primordiale.

« L'instabilité politique impactera sûrement l'ampleur de la mise en œuvre de notre stratégie climatique. Par exemple, les zones transfrontalières et les bassins hydrographiques qui nécessitent des actions d'adaptation régionales ne seront pas facilement accessibles. »

La CEDEAO a également clairement indiqué que tout pays quittant le bloc perdra l'accès à ses projets. « Le Centre climatique régional pourrait faire face à certaines restrictions [dans la fourniture] de données et d'informations de prévision à ces États membres », ajoute le porte-parole. « En conséquence, ils pourraient ne pas bénéficier de certaines des meilleures pratiques disponibles et des technologies environnementales développées par les autres pays et vice versa. Cela créera une vulnérabilité en ce qui concerne la sécurité climatique de la région dans son ensemble.

« De plus, la capacité de la région à capter les émissions de carbone sera réduite », déclare le porte-parole. « Nous sommes plus forts ensemble. »

Fatou Jeng, une militante pour le changement climatique et fondatrice de Clean Earth Gambia, déclare que l'instabilité politique pourrait faire changer les priorités de l'adaptation

climatique vers le militaire, ralentissant les progrès et détournant les financements des projets climatiques.

« Avec certains dirigeants ne reconnaissant pas l'autorité de la CEDEAO, cela signifie également qu'ils ne reconnaissent pas et n'endossent pas la stratégie, ce qui impactera significativement la réponse coordonnée pour les projets et actions climatiques », ajoute-t-elle.

La stratégie de la CEDEAO « comprend des mesures d'adaptation à faible coût dans des secteurs clés tels que l'agriculture et les ressources en eau, soutenues par des actions coordonnées entre les gouvernements, le secteur privé et les fonds climatiques mondiaux », explique Gandonou à Dialogue Earth.

Belélé Jérôme William Bationo, un chercheur sur le changement climatique du Burkina Faso, affirme que le pays manque des moyens pour mettre en œuvre les politiques et programmes lui-même. Il aurait des difficultés à les financer et manque de capacité technique, dit-il.

Maïmouna Adamou, une militante et coordinatrice de Climate Clock au Bénin, un autre État membre de la CEDEAO, souligne que la paix et la collaboration sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique et craint pour la réponse climatique de la région.

, dit-elle.

« La scission au sein de la CEDEAO pourrait aggraver les choses, alors que les coups d'État perturbent les politiques et projets environnementaux... les projets climatiques peuvent être retardés ou annulés, nuisant à la fois aux gouvernements et aux populations »

Maïmouna Adamou, une militante et coordinatrice de Climate Clock au Bénin

 [Tweet](#)

Tracer une voie à suivre

La CEDEAO espère encore reconstruire des relations avec les trois pays, et les sanctions visant à restaurer l'ordre démocratique ont été levées.

« Lever ces sanctions vise à atténuer la situation et à garantir que des actions sont prises par la commission pour soutenir ses États membres dans la lutte contre les défis liés au changement climatique dans le cadre de la mise en œuvre de la RCS », déclare son porte-parole.

Dans un rapport sur les politiques et stratégies d'adaptation au changement climatique au Ghana, au Nigeria et au Sénégal publié en mai, l'Africa Policy Research Institute (APRI) a souligné la nécessité de renforcer les capacités et de partager les connaissances entre les pays d'Afrique de l'Ouest pour faire face à la crise climatique.

« Je crois fermement que la collaboration et la paix sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique », déclare Maïmouna. « C'est la raison pour laquelle nous avons besoin que la CEDEAO agisse comme une force unie. »

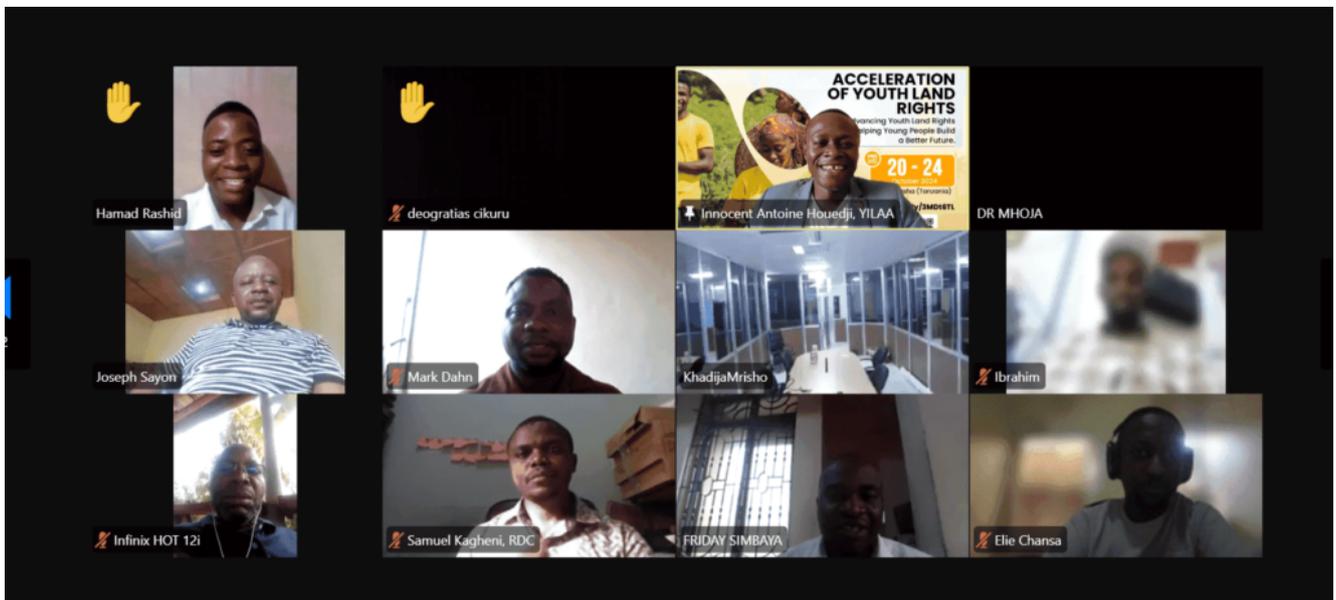
Kebba Jeffang

Publié à l'origine sur [Dialogue Earth](#)

CIGOFA 4 en Tanzanie : Une conférence internationale

pour accélérer les droits fonciers des jeunes

Du 20 au 24 octobre 2024, Arusha, en Tanzanie, accueillera la quatrième édition de la Conférence Internationale sur la Jeunesse et la Gouvernance Foncière (CIGOFA 4), un événement phare organisé par l'initiative YILAA et ses partenaires. Ce rendez-vous de haut niveau ambitionne de renforcer la participation des jeunes dans les processus de gouvernance foncière et de promouvoir leurs droits en matière d'accès à la terre.



Conférence de presse à CIGOFA 4

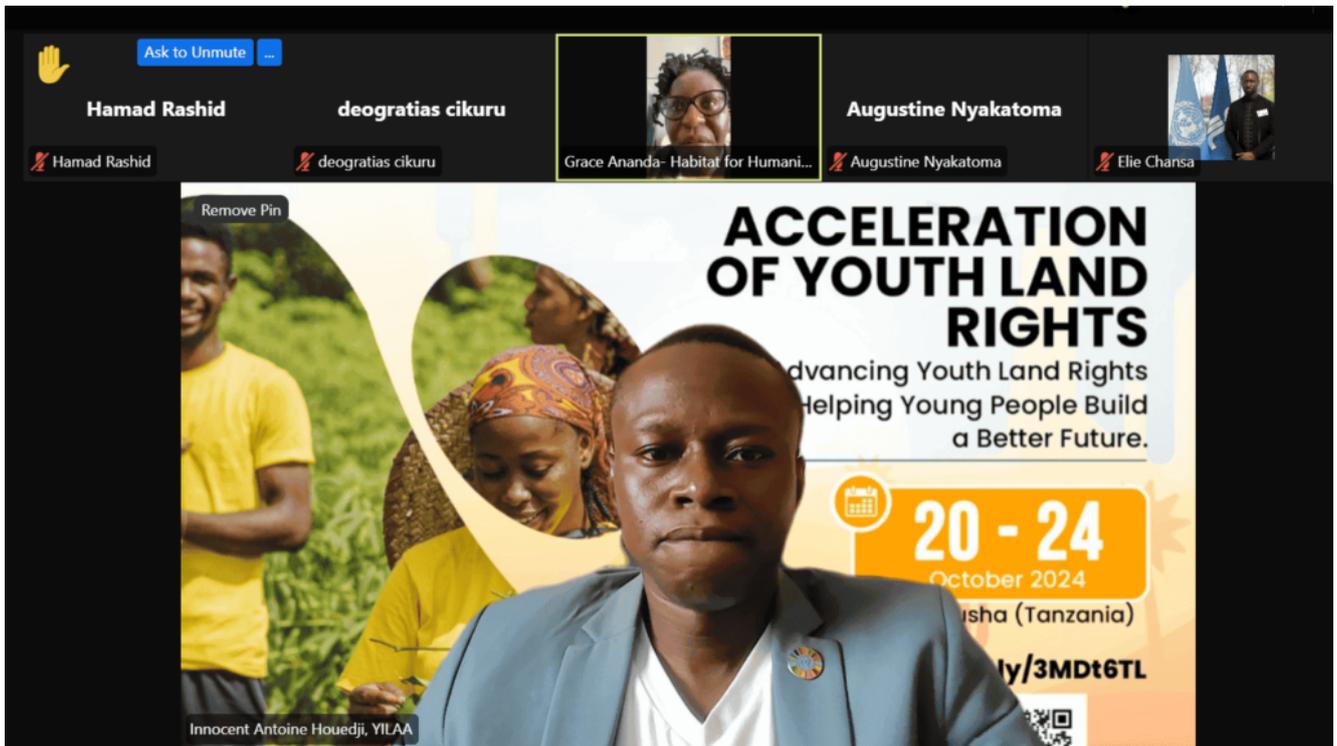
À l'occasion d'une conférence de presse virtuelle tenue le jeudi 10 octobre 2024, Augustine Nyakatoma, Directeur Pays de YILAA en Tanzanie, a dévoilé les enjeux majeurs de cette édition. Placée sous le thème « Accélération des droits fonciers des jeunes », cette 4^e édition de la conférence vise à aborder le rôle essentiel des jeunes dans la gouvernance foncière et le besoin urgent de garantir les droits fonciers des jeunes.

L'événement permettra d'atteindre plusieurs résultats ambitieux à savoir la formulation de projets innovants tels

que 10MymilLand et Data4Youth Land Access, ainsi que le lancement d'un centre de formation en ligne. Un autre point fort sera la création d'une plateforme multi-acteurs en Afrique. Il s'agira d'influencer les politiques nationales et internationales, promouvoir l'inclusion des jeunes dans les processus décisionnels et renforcer leur voix à tous les niveaux de gouvernance.

L'agenda de la conférence, exposé lors de la conférence de presse, prévoit des discussions approfondies sur la situation actuelle de l'accès à la terre pour les jeunes et les moyens d'y remédier.

Pour Innocent Antoine Houedji, Founder Youth Initiative for Land in Africa (YILAA), cette conférence est un espace de dialogue, où jeunes leaders et décideurs politiques échangeront sur les bonnes pratiques et les savoirs intergénérationnels en matière de gouvernance foncière. Il a souligné la nécessité de promouvoir les droits fonciers des jeunes. Selon lui, l'implication des jeunes dans les processus de prise de décision est essentielle pour bâtir une Afrique inclusive et prospère. Il a également insisté sur le rôle que les autorités traditionnelles peuvent jouer dans ce processus.



Eva Maria, coordinatrice de la Coalition Internationale pour l'Accès à la Terre, a rappelé que la gouvernance foncière est une priorité pour l'Afrique, et que la conférence renforce la volonté politique pour garantir les droits fonciers des jeunes. « La population africaine étant majoritairement jeune et confrontée à des défis d'emploi, œuvrer pour les droits fonciers des jeunes est non seulement une question de dignité, mais aussi un levier économique pour leur autonomisation », a-t-elle affirmé. Elle a également plaidé pour l'intégration des questions foncières dans les négociations climatiques, soulignant leur lien direct avec la sécurité alimentaire.

Les interventions de Dr Monica Magoke-Mhoja, directrice Afrique de Landesa, et de Grâce Amanda, d'Habitat for Humanity, ont également soutenu la nécessité d'impliquer les jeunes dans les processus décisionnels liés au foncier en Afrique.

CIGOFA 4 offrira une plateforme unique aux jeunes dirigeants, décideurs, chercheurs et praticiens de divers horizons pour échanger et développer des solutions innovantes aux défis de la gouvernance foncière. Elle permet de renforcer les partenariats entre donateurs, institutions et acteurs de

terrain pour faire avancer la cause des jeunes et de leurs droits fonciers en Afrique.

Rappelons que cette nouvelle édition de la Conférence Internationale sur la Jeunesse et la Gouvernance Foncière bénéficie du soutien de plusieurs partenaires dont l'Union Africaine, la GIZ, International Land Coalition Africa, Landesa et bien d'autres.

Megan Valère SOSSOU

Journées des Médecins du Bénin: Les médecins béninois en réflexion sur l'avenir de leur profession

Les médecins béninois se réuniront du 24 au 26 octobre prochain au Palais des congrès de Cotonou à l'occasion des Journées des Médecins du Bénin, placées sous le thème « Exercice de la médecine au Bénin hier et aujourd'hui : bilan, défis et perspectives ». Cet événement, organisé par l'Ordre National des Médecins du Bénin (ONMB) en collaboration avec les syndicats et associations du secteur médical, vise à encourager une réflexion approfondie sur l'avenir de la profession médicale dans le pays.



**JOURNÉES DES
MÉDECINS DU BÉNIN**
acte 1

**24
26
OCT.**

Thème

**EXERCICE DE LA MÉDECINE
AU BÉNIN HIER ET AUJOURD'HUI:
BILAN, DÉFIS ET PERSPECTIVES**



Palais des Congrès de Cotonou

Activités

**Conférences • Ateliers de Formation
Activités Sportives • Soirée de Gala**

Participation



25000^{FCFA}

Mobile money: **+229 62 05 32 78**

À L'ORDRE DE ADJALLA CAROLE

+d'infos: **+229 96 96 31 72**



Durant ces trois jours, les praticiens béninois discuteront des grandes questions qui façonnent leur métier aujourd'hui et demain. Parmi les sujets au programme figurent le financement des projets médicaux, le développement professionnel continu des médecins, les relations entre médecins et assureurs, l'exode des praticiens vers d'autres pays, ainsi que l'adéquation entre la formation médicale et les besoins du marché du travail.

Ces journées seront aussi l'occasion de renforcer la solidarité entre les professionnels de la santé à travers des activités sociales et sportives. Un don de sang est prévu

ainsi qu'une « Marche du cœur », organisée pour sensibiliser sur la prévention des maladies cardiovasculaires. En clôture, une soirée récréative, intitulée « Nuit du Médecin béninois », rendra hommage aux médecins pour leur engagement quotidien dans la promotion de la santé publique.

L'objectif principal de cet événement est de créer un espace d'échanges constructifs pour relever les défis auxquels la profession fait face et identifier des pistes d'amélioration. Le système de santé béninois, comme ailleurs, est confronté à des problématiques complexes liées à l'insuffisance des infrastructures, au manque de financement, ainsi qu'à la fuite des cerveaux, un phénomène particulièrement préoccupant dans le secteur médical.

Pour participer à ces journées, une inscription de 25 000 FCFA est requise, à régler via Mobile Money au 62053278 (MTN) ou au 94559159 (MOOV) au nom d'Adjalla Carolle Abiola Mahougnon. Les informations complémentaires peuvent être obtenues auprès de Dr Mystère DJENONTIN au 61 19 91 01, Dr Romuald ASSOULE au 96 64 54 43 ou Dr Gilbert FASSINO au 96 96 31 72.

Cet événement sera l'occasion pour les médecins béninois de réfléchir à l'avenir de leur profession et de proposer des solutions concrètes pour un meilleur exercice de la médecine au Bénin.

Constance AGOSSA

JVE Bénin et Benkadi

renforcent la durabilité des groupes de réflexion à Athiémé et Grand-Popo

Les jeudi 26 et vendredi 27 septembre 2024, les communes d'Athiémé et de Grand-Popo ont respectivement accueilli des séances de travail portant sur l'appropriation des actes de formalisation des Groupes de Réflexion (GR) dans le cadre du projet BENKADI, conduit par l'ONG JVE Bénin. Ces ateliers avaient pour but de garantir une compréhension approfondie des arrêtés formalisant ces groupes et de réfléchir à la durabilité des Groupes de Réflexion mis en place par Benkadi.



La première séance de travail s'est déroulée à Athiémé, réunissant les membres du Groupe de Réflexion local et le personnel de JVE Bénin. Le groupe de réflexion d'Athiémé est

officiellement désigné comme le Comité de Réflexion et d'Appui Technique pour la mise en œuvre du projet BENKADI dans la commune.

Les participants ont analysé en profondeur l'arrêté de formalisation du groupe, et ont pu échanger sur les points forts et les lacunes de ces arrêtés, notamment en ce qui concerne la pérennisation des Groupes après la fin du projet BENKADI en 2025. Ils ont identifié des points d'amélioration, notamment concernant la dénomination, les attributions et la composition des membres.

Pour Amadou BAWA, point focal de la PASCIB et membre du groupe de réflexion, les points ont été identifiés pour être améliorés dans l'arrêté actuel. Il s'agit notamment des missions et de la composition des membres. Il a relevé qu'il est important de formaliser les ajouts nécessaires pour que le groupe puisse continuer à fonctionner efficacement après le projet.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'ajouter des lignes aux arrêtés, tant au niveau des missions du groupe qu'à celui de ses membres, ainsi que d'envisager des synergies avec d'autres cadres de dialogue locaux. Une nouvelle proposition d'arrêté a été recommandée pour tenir compte de ces remarques. L'atelier a également permis aux participants de se familiariser avec les outils de prise de décision participative de BENKADI. Un questionnaire a été distribué pour identifier les cadres de dialogue existants au niveau communal et explorer les possibilités de synergies.

La deuxième journée s'est tenue à Grand-Popo, le 27 septembre 2024, rassemblant les membres du Groupe de Réflexion local et l'équipe de JVE Bénin. Comme à Athiémé, le GR de Grand-Popo est formellement nommé Comité de Réflexion et d'Appui Technique pour le projet BENKADI dans la commune.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité d'ajouter des lignes aux arrêtés, tant au niveau de la dénomination, des

missions du groupe qu'à celui de ses membres. Une nouvelle proposition d'arrêté a été recommandée pour tenir compte de ces remarques. Les participants ont également été initiés aux outils de prise de décision participative de BENKADI.

YEBE Cyrillia est la Secrétaire Exécutive de la Mairie de Grand-Popo et présidente du groupe de réflexion. Elle a déclaré, « Les échanges ont été très enrichissants. Nous avons maintenant une meilleure vision des actions à mener pour pérenniser ces groupes au-delà du projet Benkadi. » Un questionnaire a été également distribué pour identifier les cadres de dialogue existants et explorer les perspectives de synergies.

Pérennisation des Groupes de Réflexion à Athiémé et Grand-Popo

Suite à la séance de travail des 26 et 27 septembre 2024 sur l'appropriation des actes de formalisation des Groupes de Réflexion, l'ONG JVE Bénin a poursuivi ses efforts pour dynamiser et renforcer la durabilité de ces groupes dans le cadre du projet BENKADI, Alors que la fin du projet est prévue pour 2025, la pérennité des Groupes de Réflexion s'impose comme un enjeu majeur.

Dans ce contexte, JVE Bénin a organisé un atelier multiacteur les 02 octobre 2024 à Grand-Popo et 03 octobre 2024 à Athiémé pour discuter des stratégies de dynamisation et de pérennisation des comités de réflexion mis en place par le programme dans les communes d'intervention.



Atelier multi acteurs Athémé

À Grand-Popo, l'atelier a réuni divers acteurs, incluant les autorités communales, les cadres techniques de la mairie, des organisations de la société civile, des services déconcentrés de l'État et des représentants des cadres de dialogue locaux. Les échanges ont permis de réaliser une analyse SWOT des Groupes de Réflexion, mettant en évidence leur capacité à influencer les politiques locales. Un nouvel arrêté a été proposé pour renforcer l'existence et l'action du Groupe de Réflexion. Les discussions ont également porté sur l'autonomie du groupe et son intégration dans des cadres de dialogue plus larges, ainsi que sur l'importance de la synergie avec la plateforme de réduction des risques de catastrophes.

« Les Groupes de Réflexion, tels que définis dans les arrêtés, ont montré leur potentiel à influencer nos décisions locales. Avec ces ajustements, nous pouvons réellement consolider leur rôle dans la gouvernance climatique de la commune. » a

souligné *Justin FANOUKPE*, point focal de la plateforme de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique.

À Athiémé, l'atelier a réuni un groupe similaire d'acteurs locaux. Un nouveau nom a été attribué au Groupe de Réflexion : Comité communal sur l'adaptation aux changements climatiques dans la commune d'Athiémé (CCACC-Athiémé), symbolisant son évolution et son nouveau rôle au sein de la communauté locale. Il a été décidé d'élargir la composition du groupe pour assurer une plus grande représentativité et une participation accrue dans les décisions locales. Les participants ont convenu de la nécessité de formaliser ces décisions dans un nouvel arrêté adapté aux besoins locaux et ont décidé que le CCACC-Athiémé travaillerait en synergie avec les autres cadres de dialogue existants au niveau local.

Marie TOFFA a déclaré que le fait d'inclure davantage d'acteurs locaux va vraiment renforcer notre crédibilité et notre impact dans la commune. Cela montre que le Groupe de Réflexion ne se limite pas au projet, mais devient une véritable structure de gouvernance participative.

Ces ateliers multi acteurs ont permis de poser des bases solides pour la pérennité des Groupes de Réflexion mis en place dans le cadre du projet BENKADI. En plus de proposer des ajustements aux arrêtés existants, les discussions ont mis en lumière l'importance des synergies avec d'autres cadres de dialogue et de la fusion avec des structures existantes comme la plateforme de réduction des risques de catastrophes.

En conclusion, grâce à l'implication et à la diversité des participants, des solutions concrètes ont été proposées pour assurer l'ancrage durable des groupes dans la gouvernance locale après la fin du projet. Ces ateliers ont permis d'élaborer des stratégies visant à garantir la continuité et l'efficacité des Groupes de Réflexion au-delà de la fin du projet BENKADI en 2025, en renforçant leur rôle dans la

gouvernance climatique locale et en assurant leur intégration dans les structures de prise de décision existantes.

Megan Valère SOSSOU

Benkadi au Bénin: l'ONG SOS Savane œuvre pour la durabilité des groupes de réflexion à Karimama et Malanville

Dans le cadre de ses actions pour renforcer la gouvernance participative face aux changements climatiques, l'ONG SOS Savane à travers le projet BENKADI a organisé une série d'activité en vue de garantir la durabilité des groupes de réflexion multi-acteurs dans les communes de Malanville et de Karimama.



Déroulement de l'atelier avec le cadre de concertation sur le changement climatique de la commune de Karimama

L'objectif de l'initiative est d'intégrer divers acteurs, notamment non étatiques, dans les processus de décision locale afin de promouvoir des actions de plaidoyer autour des questions climatiques et du développement durable.

Pour y arriver plusieurs actions ont été mises en œuvre. Il s'agit de l'appropriation des actes de formalisation des groupes, de l'analyse diagnostique de la prise de décision participative, et enfin de l'analyse prospective sur l'avenir des groupes de réflexion.

Dans un premier temps, une série de rencontres a été organisée avec des partenaires locaux pour analyser et renforcer la structure des groupes de réflexion déjà établis. Ces échanges ont permis de dresser un bilan des points forts et des défis à relever pour pérenniser leur fonctionnement. Une enquête a ensuite été réalisée dans ces communes pour identifier les

cadres de concertation existants, évaluer leur efficacité et proposer des améliorations.

Dynamisation des groupes de réflexion à Malanville et Karimama

Les résultats de cette enquête ont révélé une meilleure coordination entre les acteurs locaux, et la nécessité d'un cadre formel de réflexion sur les changements climatiques, notamment dans la commune de Malanville. Il a été recommandé de clarifier les modalités de financement de ces groupes et d'organiser des ateliers réguliers pour garantir leur bon fonctionnement à long terme.

L'analyse des données recueillies souligne que, pour assurer une gestion efficace des questions climatiques à l'échelle locale, un mécanisme de financement durable et un soutien institutionnel sont indispensables. Cette initiative, bien que confrontée à certaines difficultés logistiques, marque une étape clé dans la promotion d'une gouvernance locale plus inclusive et résiliente face aux défis climatiques.

Pour rappel, ces actions résultent des recommandations de l'atelier bilan d'août 2024 qui avait été organisé pour évaluer les activités réalisées par les partenaires de mise en œuvre (PMO) et la prise en compte du genre dans le processus.

Megan Valère SOSSOU

**Propriété Intellectuelle:
Elisée FADE reçoit le brevet**

d'invention de sa table de réanimation

Le 31 janvier 2024, [l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle](#) (OAPI) a décerné un brevet d'invention à Elisée FADE pour sa table de réanimation destinée aux nouveau-nés et aux nourrissons. Cette invention qui promet de révolutionner la prise en charge des nouveau-nés en milieu hospitalier a été brevetée officiellement. Une annonce publiée dans le bulletin de la propriété industrielle de l'OAPI le 10 mai 2024.



Table de réanimation destinée aux nouveau-nés et aux nourrissons

La table de réanimation développée par Elisée FADE se distingue par sa capacité à offrir une thermorégulation

uniforme sur toute la surface du matelas, assurant ainsi un environnement sécurisé et adapté aux besoins des soins de développement des nouveau-nés. Selon le fascicule du brevet, ce dispositif permet de maintenir la température idéale pour les bébés, prévenant ainsi des situations d'hypothermie qui représentent un danger important pour les prématurés.

L'OAPI, après une analyse approfondie de l'invention, souligne que cet équipement médical contribue à réduire le taux de mortalité des nouveau-nés en minimisant les risques d'asphyxie néonatale et en évitant les conséquences neurologiques graves. Cette table de réanimation, conçue pour les centres de santé, se distingue également par son coût abordable et son accessibilité, deux facteurs essentiels pour améliorer la qualité des soins dans les régions aux ressources limitées. En plus de garantir une prise en charge rapide et efficace, elle permet aux établissements de santé de s'équiper en matériel performant à moindre coût.

Conçu et fabriqué par UP ELEC, une entreprise spécialisée dans les équipements médicaux basée à Djougou, avec une annexe à Hèvié, ce dispositif témoigne du génie d'Elisée FADE, technicien en électricité, maintenance industrielle et biomédicale. UP ELEC, sous la direction de FADE, poursuit son objectif de développer des technologies de pointe adaptées aux besoins de santé de l'Afrique.

Pour toute information supplémentaire ou pour acquérir cette innovation, UP ELEC est joignable au (+229) 90 55 27 51 (WhatsApp) ou par e-mail à info.upelec@gmail.com.

Avec cette invention, Elisée FADE contribue à placer le Bénin sur la carte de l'innovation technologique et médicale en Afrique, apportant une solution concrète aux défis de la santé néonatale dans le contexte africain.



Description de la table de réanimation pour les nouveau-nés et pour nourrissons

Le dispositif démontable, comprend un élément de réception définissant une surface de couchage (3), ledit élément de support est monté sur la surface de couchage adjacente à l'extrémité ou au bord arrière dudit élément de couchage. Le dispositif est équipé d'un microprocesseur servant à contrôler le système de température et la gestion d'un fonctionnement automatique.

Megan Valère SOSSOU

4e édition du Forum Africain des Villes Durables: Brice Delagneau dévoile les ambitions et les innovations

*Dans le cadre de la préparation de la 4e édition du Forum Africain des Villes Durables (FORAVID), le commissaire général, Brice Delagneau, a animé une conférence de presse ce dimanche 06 octobre 2024 pour partager les tenants et aboutissants de ce grand événement avec les médias. Ce forum, qui se tiendra les 9 et 10 octobre 2024 à l'espace CRRAE UMOA à Abidjan, réunira des acteurs majeurs du développement local et du secteur privé sous le thème « **Accélérer le développement de l'économie locale dans les collectivités** ».*



Brice Delagneau, Commissaire Général du FORAVID 2024

Initié en 2019 par l'ONG AMISTAD et l'Agence Afrique Green Side, le Forum Africain des Villes Durables se positionne comme une plateforme de dialogue, de réseautage et de collaboration pour les acteurs du développement durable. Brice Delagneau a rappelé les enjeux de ce rendez-vous qui réunit des autorités territoriales, des chefs d'entreprises, des

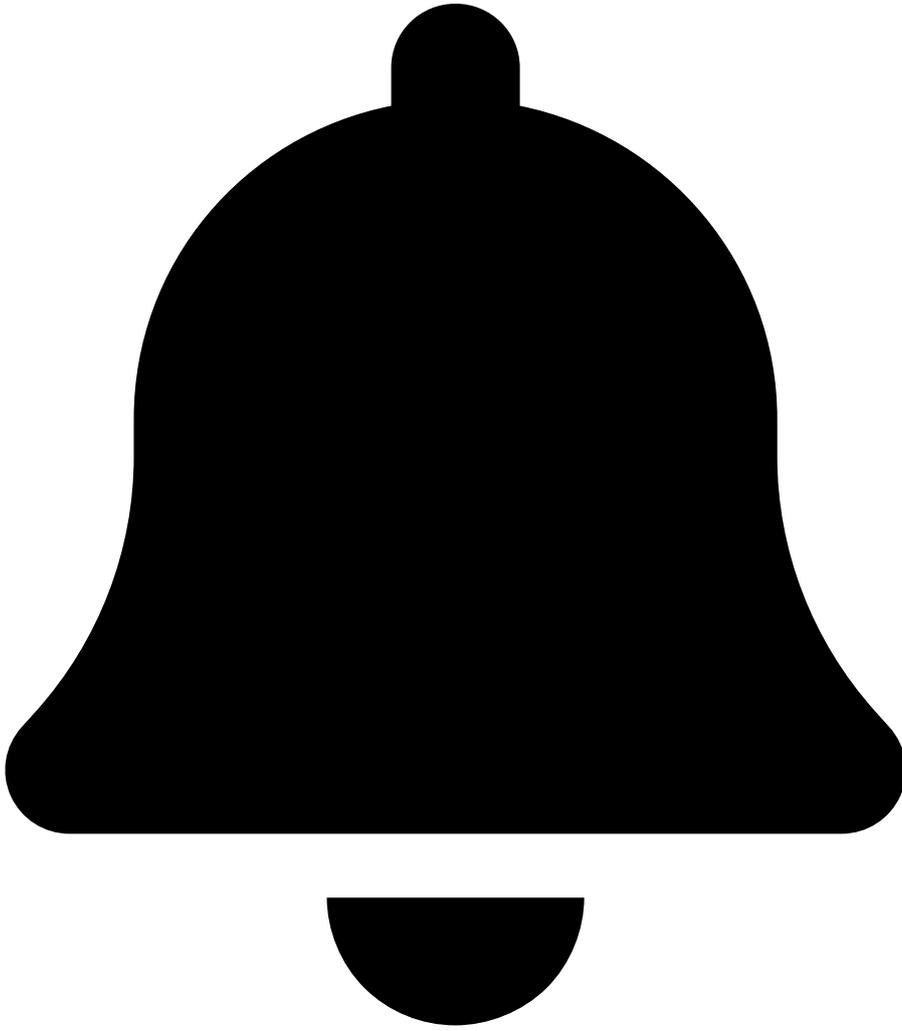
partenaires financiers, ainsi que des cabinets de conseil et des médias. Son objectif est d'accélérer le développement économique, social, culturel et environnemental des territoires africains de manière durable et inclusive.

Cette 4e édition du FORAVID ambitionne de mettre en place des mécanismes concrets pour soutenir les économies locales et favoriser des collaborations efficaces. Delagneau a souligné que l'accent sera mis sur la promotion des financements pour les collectivités territoriales, ainsi que sur la valorisation des secteurs économiques porteurs. En effet, ce forum créera également un cadre propice à la rencontre entre les partenaires techniques et financiers et les fournisseurs de solutions innovantes, afin de répondre aux besoins spécifiques des villes africaines. *« Cette année, la présence de l'Afrique du Sud, pays invité d'honneur, apportera une expertise précieuse dans la gestion durable des villes et la mise en œuvre de politiques environnementales audacieuses »*, a déclaré Delagneau

Reconnaissance du mérite des acteurs engagés dans le développement local

Le commissaire général a également annoncé que 35 prix seront décernés lors de cette édition pour récompenser les acteurs engagés dans le développement local. Parmi ces distinctions, on compte 28 prix pour l'innovation, 3 prix spéciaux, 3 prix d'honneur et un Super Prix qui viendra couronner l'initiative la plus remarquable.

En conclusion, Brice Delagneau a réaffirmé l'ambition du FORAVID de devenir une plateforme de référence pour la promotion des pratiques innovantes et durables au sein des collectivités africaines. Ce forum représente une opportunité unique pour les villes africaines de partager leurs expériences, d'attirer des investissements et de trouver des solutions concrètes aux défis économiques et environnementaux auxquels elles sont confrontées.



Un soutien de taille

Rappelons que le forum est organisé sous l'égide de l'UNESCO et avec le soutien d'importants dirigeants régionaux, tels que Monsieur Oumar Ba, Président du Conseil des Collectivités Territoriales de l'UEMOA et de l'Association des Maires du Sénégal, ainsi que de hauts représentants des ministères du Tourisme et des Loisirs, et de la Transition numérique et de la Digitalisation. Il est également parrainé par Monsieur Souleymane Diarrassouba, Ministre du Commerce et de l'Industrie, et bénéficie de l'assistance technique de l'équipe de Monsieur Yapi Fidèle, Directeur Général de la Décentralisation et du Développement Local.

Megan Valère SOSSOU

Benkadi au Bénin : L'ODDB œuvre pour la durabilité des groupes de réflexion à Za-Kpota

Du 26 au 30 septembre 2024, l'ONG ODDB a organisé une séance de visites pour enquêter sur les cadres de dialogue et les actions de plaidoyer dans la commune de Za-Kpota. Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de l'appui à la mise en œuvre du projet Benkadi au Bénin, visait à assurer le bon fonctionnement et la durabilité d'un groupe de réflexion multi-acteurs mis en place par le projet Benkadi.



Vue d'ensemble des participants

Plusieurs cadres de dialogue et de concertation ont participé à cette activité. Les échanges ont permis de mieux comprendre leur fonctionnement, les thématiques abordées, leur impact en matière de plaidoyer, ainsi que leurs limites. Pour Alfred OGA, en amont à cette séance, une enquête avait déjà été menée pour identifier tous les cadres de concertation formels et informels existants dans la commune. Les données recueillies seront traitées et analysées en vue de proposer des mesures de durabilité des groupes de réflexion.

Pour André Sanhouékoa, responsable du développement local et de la planification à la mairie de Za-Kpota, cette initiative est une occasion de faire le point sur les actions menées par les organisations de la société civile. « Le comité de réflexion mis en place avait pour objectif d'intégrer les actions climatiques dans le Programme de Développement Communal. Aujourd'hui, nous envisageons de l'élargir afin

d'apporter plus de ressources et d'expertise pour accompagner la commune dans ses efforts d'adaptation aux changements climatiques », a-t-il déclaré.

Les participants à l'activité ont rempli des fiches d'enquête détaillant les objectifs, les activités, le fonctionnement, les actions de plaidoyer menées par les cadres de concertation existants dans la commune. Cette analyse des organisations locales contribuera efficacement à la réflexion en cours.

Simon Agbéva, membre très actif du cadre de concertation des acteurs de l'éducation, a salué cette initiative, qu'il juge essentielle pour le développement de la commune de Za-Kpota. « Il est urgent de se réunir pour trouver des solutions adaptées aux défis climatiques », a-t-il affirmé.

Ruffine Dagbénonbakin, agent à la mairie et point focal Genre, a souligné l'importance d'intégrer l'approche genre dans toutes les planifications.

Basile Adimale, 2ème adjoint au maire de Za-Kpota, a conclu en exprimant sa conviction que cette initiative permettra de revitaliser les différents cadres de dialogue et de les rendre véritablement opérationnels pour une meilleure prise en charge des enjeux climatiques locaux.

Cette activité a contribué au renforcement du cadre de concertation multi-acteurs, qui accompagne la mise en œuvre des initiatives d'AbE du PDC4 de la commune de Za-Kpota, et qui inclut la gouvernance participative des initiatives de développement durable avec un focus sur les changements climatiques.

Megan Valère SOSSOU